



**Brève  
histoire  
de la  
Grande-  
Bretagne**

---

par Philippe CHASSAIGNE



L'empire britannique à travers le monde par l'entreprise de cartographie John Bartholomew en 1886. La carte est également encadrée d'images idéalisées de rencontres amicales entre les colons britanniques et les autochtones de quatre régions différentes du globe : l'Australie, l'Amérique du Nord, l'Asie britannique et les îles des Indes occidentales, ainsi que la Colonie du Cap et l'Afrique australe.

Pour la Noël 1898, la poste canadienne émit un timbre spécial, figurant, au lieu du traditionnel portrait de **la reine Victoria**, une carte de l'empire britannique avec la légende : « *Nous détenons un empire plus grand que ce qui a jamais existé* » – on remarquera incidemment que c'était une affirmation indirecte, comme allant de soi, du caractère bien britannique de ce Dominion qui avait vu le jour 31 ans plus tôt. De fait, en cette extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, « *l'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais* » couvrait déjà 30 millions de km<sup>2</sup> et regroupait près de 390 millions d'habitants (un quart des terres émergées et un quart de la population mondiale) ; il devait s'agrandir encore, notamment en Afrique avant 1914 et au Moyen-Orient après le premier conflit mondial. Première puissance coloniale, la Grande-Bretagne était aussi alors la première puissance commerciale, bancaire et financière au monde ; la livre sterling était la monnaie de référence dans les transactions internationales ; la City était le centre névralgique de la mondialisation économique qui s'était mise en place vers 1880 ; avec la Navy, présente dans toutes les mers et océans de la planète, la Grande-Bretagne pouvait défendre ses intérêts partout où cela était nécessaire.

Parvenir à une telle hégémonie mondiale n'allait pourtant pas de soi : au début du XVI<sup>e</sup> siècle, alors qu'Espagne et Portugal venaient ni plus ni moins que de se partager le

monde avec le traité de Tordesillas (1494), les îles Britanniques n'étaient qu'un petit archipel située à la périphérie nord-ouest de l'Europe, faiblement peuplé (4 millions d'habitants) et politiquement fragmenté (royaumes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, ce dernier étant une possession personnelle du roi d'Angleterre). Cette ascension rapide (dès 1790 la suprématie britannique est évidente, et le Congrès de Vienne de 1815 la consacre pour plus d'un siècle) constitue un phénomène majeur dans l'histoire mondiale. Comme le formulait en termes directs l'historien Niall Ferguson : « *Pourquoi la Grande-Bretagne ?* »

On peut trouver là, dans ce rapport au monde, un point d'observation commode pour placer l'histoire britannique en perspective, pour lui « donner sens ». Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les Anglais n'étaient en rien un peuple marin, même si **Henry VIII** avait fait passer les effectifs de la marine de guerre (on ne parle pas de Royal Navy avant 1663) de 5 navires à 30 entre 1509 et 1514. La perte de Calais, en 1558, ultime vestige de l'empire anglo-angevin qui enjambait la Manche, semblait confiner les Anglais dans leur insularité. Il n'en fut rien. **Elizabeth I<sup>e</sup>** (1558-1603) lança ses « Chiens de mer » (les corsaires Walter Raleigh, John Hawkins, Francis Drake) pour tailler des croupières aux Espagnols dans les différentes parties de leur

empire, et ramener le plus de butin possible. Après 1603, **les Stuart** continuèrent l'entreprise coloniale, tant sur le continent nord-américain qu'aux Antilles. C'est ainsi que se constitua un premier empire colonial, édifié d'abord contre les Espagnols puis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, contre les Français, qui se succédèrent dans le rôle de l'ennemi héréditaire catholique d'un peuple définitivement acquis au protestantisme. Cet empire était centré sur le Nouveau Monde, des Antilles au Québec (acquis au traité de Paris, en 1763), via les Treize Colonies américaines. Entre-temps, les Britanniques avaient pris pied dans le sous-continent indien, et évincé, là aussi, les Français (Plassay, 1757). Du coup, la perte des Treize Colonies en 1783 fut un coup certes dur, mais pas mortel : le centre de gravité de l'empire bascula vers l'Inde, qui allait bientôt devenir le « joyau de la Couronne » (*Jewel in the Crown*). Le XIX<sup>e</sup> siècle fut bien celui de l'établissement de la suprématie mondiale britannique. Il est intéressant de voir que, si jusqu'aux années 1950 au moins, *England* était interchangeable avec *Britain* lorsqu'il s'agissait des affaires intérieures, l'empire était toujours « britannique » (*British Empire*), jamais étroitement « anglais ». De fait, Anglais, Gallois, Écossais, Irlandais, contribuèrent conjointement à son développement. Et il ne cessa de croître tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle : en Inde d'abord, la Grande-Bretagne s'assurant le contrôle sur les zones essentielles, les côtes et les grandes vallées fluviales du Gange et de l'Indus, les États de l'intérieur restant sous le contrôle nominal des Princes, devenus vassaux de Londres. En Asie du Sud-Est (Singapour, Hong Kong, Malaisie...) et en Afrique ensuite (colonie du Cap, Rhodésie, Soudan, Égypte...). Cet empire était une construction originale, faite de plusieurs cercles concentriques autour des îles Britanniques, qui en assuraient le noyau. Il y avait d'abord les Dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union sud-africaine), États quasiment souverains, issus de l'émigration massive des Britanniques au XIX<sup>e</sup> siècle (22 millions de départs entre 1815 et 1914), mais reliés à la métropole par leur allégeance à la Couronne, en plus de partager une langue et des mœurs communes. Venaient ensuite les colonies à peuplement indigène majoritaire, administrées soit directement par Londres (« colonies de la couronne »), soit par une compagnie à charte, l'Inde constituant un cas à part, puisqu'elle associait des territoires sous administration britannique (par la Compagnie des Indes orientales jusqu'en

1858, directement par l'India Office ensuite) et États vassaux. En 1877, la reine Victoria prenait d'ail leurs le titre d'Impératrice des Indes. Enfin, les protectorats (le Sierra Leone, Zanzibar, Bornéo, l'Égypte, l'archipel des Tonga...) et, encore au-delà, les zones d'influence économique ou « Empire informel » (Amérique latine, Moyen Orient, zone d'influence britannique en Chine...).

Comment s'étonner alors de ce que la Grande-Bretagne a pu ainsi diffuser de par le monde, au cours de ce siècle de prééminence ? Excusez du peu : la langue anglaise, d'abord, devenue la langue du (futur) village mondial ; mais aussi, dans un inventaire un peu à la Prévert, la religion protestante, l'état de droit, les sports d'équipe (qui a introduit le *football* en Argentine, par ailleurs la seule nation au monde où il y a eu une succursale du magasin Harrods ?), la pratique des assemblées représentatives comme école de la démocratie, le procès par jury (aussi adopté par la France révolutionnaire en 1793 comme garant contre l'arbitraire). Le legs britannique est particulièrement important aux États-Unis, nonobstant la rupture insurrectionnelle de 1776 : les *Insurgents* voulaient juste une représentation au Parlement de Westminster, mais en aucun cas se défaire de leur héritage culturel : d'où le bicamérisme, un gouvernement appelé « Cabinet », les *sheriffs*, les comtés, les *attorneys*, l'*impeachment* (procédure anglaise datant du XIV<sup>e</sup> siècle...), entre autres. Vers 1890-1900, certains, des deux côtés de l'Atlantique, se laissèrent aller à rêver d'une « sphère anglo-saxonne » (*Anglosphere*), associant la Grande-Bretagne, ses Dominions et les États-Unis en une sorte de condominium planétaire fondé sur une même supériorité raciale.

Cette hégémonie planétaire ne pouvait bien sûr pas durer éternellement. Des compétiteurs se manifestèrent, à commencer par les États-Unis, première puissance industrielle dès 1900. Il y eut aussi le premier conflit mondial, même si son poids ne doit pas être surévalué. Tout d'abord, en 1918, la Grande-Bretagne conservait bon nombre d'atouts, notamment financiers, même si le conflit avait coûté cher. D'autre part, du fait de l'absence des États-Unis de la Société des Nations, elle y jouait un rôle de *leader*, que la France n'était pas en position de lui contester – et elle ne le chercha pas non plus. En outre, les performances économiques du pays dans l'entre-deux-guerres sont loin d'avoir été aussi déshonorantes que ce



Elisabeth I<sup>re</sup>, dit « Le Portrait au Phénix », associé à Nicholas Hilliard, vers 1575, Londres, National Portrait Gallery.

La Somerset House Conference, réunissant en août 1604 les diplomates anglais (à droite) et espagnols (à gauche). Le traité de Londres signé au terme de la conférence mettra fin à 19 ans de conflit entre les deux pays. Tableau parfois attribué à Juan Pantoja de la Cruz, National Maritime Museum.



Winston Churchill ; 22 janvier 1972 : A Bruxelles, l'Irlande, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège signent le traité d'adhésion au marché commun européen ; Margaret Thatcher.

qui a longtemps été dit. C'est la sortie de la Seconde Guerre mondiale qui allait être le moment des réajustements décisifs. Les impératifs financiers commandèrent à une décolonisation menée par étapes, en commençant par les régions où l'ordre était le plus difficile à maintenir : l'Inde en 1947, puis la Palestine l'année suivante. Mais même amputé du « joyau de la Couronne », l'empire colonial britannique, désormais centré sur l'Afrique, demeurait, on l'oublie trop souvent, le plus étendu au monde. C'est aussi le moment où il a joué le rôle économique le plus important pour sa métropole. La décennie 1960 allait en revanche sonner le glas de l'Empire, avec l'accession en rafale des colonies africaines puis asiatiques à l'indépendance (à l'exception de Hong Kong, restée britannique jusqu'en 1997). Toutefois, Londres sut s'adapter en transformant en 1949 l'Empire en *Commonwealth*, communauté de nations libres et égales entre elles, « *coopérant librement pour la recherche de la paix, de la liberté et du progrès* » (Déclaration de Londres, 1949). Dès l'origine, le souverain britannique en a été déclaré le « Chef » (*Head*), en tant que symbole « *de la libre association de ses membres indépendants* ». Défini par le Premier ministre indien Nehru comme « *l'indépendance avec un plus* » (*independence plus*), le *Commonwealth* fournit en effet l'occasion de contacts réguliers entre dirigeants de pays confrontés à des problèmes plus ou moins semblables, dans le cadre de la conférence des chefs d'État et de gouvernement. De 8 en 1949, l'effectif de ses membres atteignit 34 en 1970, et s'élève à 52 aujourd'hui, 2 de ses membres n'ayant jamais été des colonies britanniques.

Il couvre 30 millions de km<sup>2</sup> et réunit 2,3 milliards d'habitants : géographiquement, on n'est pas loin de l'Empire à son apogée. Mais la décennie 1960 est aussi celle du choix européen. Choix de raison, certes. Si en 1946, Churchill avait bien appelé à la création des « États-Unis d'Europe », son pays devait en être le parrain, et non s'y intégrer. De même, les Anglais n'avaient pas adhéré à la CECA (1951) ni signé le traité de Rome (1957). Cependant, les avantages économiques que la Grande-Bretagne retirerait d'entrer dans la CEE – devenue son premier partenaire commercial – semblaient chaque jour plus évidents. Il fallait aussi compter avec les amicales mais insistantes pressions des États-Unis, pour qui les Anglais, nation ayant « *perdu un empire mais pas encore trouvé un rôle* » (dixit le Secrétaire d'État Dean Acheson en 1962), étaient trop repliés sur leur île. On sait qu'il fallut trois tentatives (1961, 1967, 1971) pour que cette entrée survienne, le 1<sup>er</sup> janvier 1973, le général de Gaulle ayant mis son veto aux deux premières candidatures, persuadé que l'Angleterre serait « *le cheval de Troie des États-Unis* ».

Elle s'avéra surtout un partenaire mal commode, bataillant, quels que soient les Premiers ministres, pour obtenir des aménagements ou des dérogations aux règles communautaires. On connaît la croisade menée par Margaret Thatcher entre 1979 et 1984 pour obtenir la réduction de la contribution de son pays au budget communautaire, ou encore son refus de la monnaie unique et de toute évolution de l'Europe vers le fédéralisme. Le retour au pouvoir des travaillistes *new look* de Tony Blair ne modifia pas fondamentalement la donne. Là où Thatcher agressait ses partenaires, Blair les sermonnait quant aux réformes à apporter à l'Union, pour y introduire plus de flexibilité économique ou réduire la bureaucratie bruxelloise. Blair, comme Thatcher – et d'une certaine façon peut-être plus que Thatcher –, voulait poser son pays en trait d'union entre les Européens et les Américains, ce qui supposait qu'il devait conserver un pied en dehors de l'Europe. Son amitié étroite avec George Bush junior, son engagement diplomatique sans faille à ses côtés en 2003, l'illustrèrent parfaitement. Ce fut, à ce jour, la dernière fois que se manifesta dans toute sa force la « *relation spéciale* » qui, selon Churchill qui inventa l'expression en 1946, unissait Britanniques et américains du fait de leur histoire partagée et de leur attachement à des valeurs communes. Éternelle ambivalence...

Le renforcement de l'europhobie depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle est également révélateur des évolutions de la perception de la place de la Grande-Bretagne dans le monde. Alors qu'il était déjà un courant non négligeable au sein du parti conservateur, le refus de l'Europe a de plus donné naissance à un parti politique, le UKIP (*United Kingdom Independence Party*), mais dont l'acronyme sonne comme *you keep* : « vous conservez », comprendre, la livre sterling, devenue symbole de l'indépendance nationale), capable de belles performances lors des élections européennes (23% des voix en 2014), et qui a été la locomotive du vote en faveur de la sortie de l'Union européenne lors du référendum de juin 2016. Certes, UKIP est d'abord nostalgique d'une Angleterre qui est celle des années cinquante, et qui ne reverra jamais le jour. Mais le Brexit est aussi symptomatique – et certaines des déclarations du Premier ministre Teresa May vont en ce sens – du retour de l'idée que la Grande-Bretagne, forte d'une économie régénérée, doit renouer avec la vocation planétaire qui était la sienne autrefois et, en premier lieu mais pas seulement, ses partenaires naturels que constitueraient les pays anglophones. Retour à l'Anglosphère ? Ce serait un pari risqué ; mais, comme on dit... en anglais, « *wait and see* ». ♣